



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Normandie**

Unité bidépartementale Calvados Manche
477, boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô Cedex

Saint-lô, le 29/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

APTAR STELMI

Rue du Bocage
50370 Brécey

Références : 2025-065
Code AIOT : 0005303800

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2024 dans l'établissement APTAR STELMI implanté Rue du Bocage 50370 Brécey. L'inspection a été annoncée le 11/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APTAR STELMI
- Rue du Bocage 50370 Brécey
- Code AIOT : 0005303800
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise APTAR STELMI est spécialisée dans la production de composants en caoutchouc destinés à l'emballage pharmaceutique (bouchons, protèges-aiguilles et pistons).

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 4.3.9.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 4.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Contrôle des rejets - Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Contrôle des rejets - Mesure du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Nouveau quai de chargement et nouveau local de stockage	Lettre du 10/05/2023	/	Sans objet
7	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 16 mai 2024 s'inscrit dans le cadre du suivi de l'établissement APTAR STELMI de Brécey, notamment sur la thématique eau (prélèvements et rejets).

Il n'a pas été relevé de non-conformité majeure néanmoins **l'inspection des installations classées**

demande à l'exploitant de transmettre, sous 2 mois, un point d'avancement des différents dossiers en cours (demande d'augmentation des prélèvements dans les eaux souterraines, étude de réduction des teneurs en fer des rejets, actualisation de la situation administrative avec passage au régime de l'enregistrement).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 01/07/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisées dans les quantités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Eau souterraine : 75 000 m³/an ; 400 m³/j- AEP : 5 000 m³/an ; 20 m³/j
Constats : <p>Les consommations en eau déclarées sous GEREPE pour l'année 2023 sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• eaux souterraines : 67834 m³• AEP : 6665 m³ <p>Le dossier relatif au nouveau forage et à la demande d'augmentation de prélèvement est toujours en cours d'élaboration. En effet, la production du site devrait augmenter en 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Contrôle des rejets - Point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Positionnement

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 15/04/2024
Prescription contrôlée : <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Lors de la précédente inspection, les rejets vers le milieu naturel se faisait par surverse en sortie des lagunes ; aucun emplacement n'était prévu pour l'installation des appareils de prélèvement. L'inspection des installations classées avait alors demandé à l'exploitant d'aménager le point de rejet vers le milieu naturel de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité.</p> <p>L'inspection du 16 mai 2024 a permis de constater l'aménagement du point de prélèvement permettant la réalisation des opérations en toute sécurité.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Contrôle des rejets - Mesure du débit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, Réglage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 10/07/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 15/04/2024
Prescription contrôlée : <p>Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.</p>
Constats : <p>Lors de la précédente inspection, le rejet en sortie de la lagune vers le milieu naturel n'était pas instrumenté. Le suivi en continu du pH, de la température et du débit n'était donc pas réalisé.</p>

L'inspection du 16 mai 2024 a permis de constater la mise en place des équipements permettant de suivre les paramètres prescrits en sortie de la lagune.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/12/2014, article 4.3.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/07/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 15/04/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies.

Rejet n°1 - Eaux industrielles de lavage des bouchons vers le milieu naturel

Débit maximal journalier : 120 m3/j

Paramètres	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (Kg/j)
Matières en suspension (MEST)	35	4,2
Demande biologique en Oxygène (DBO5)	20	2,4
Demande chimique en oxygène (DCO)	125	15
Ammonium (exprimé en NH4)	0,5	0,06
Azote global (NGL)	15	1,8
Orthophosphate (exprimé en PO4)	25	3
Phosphore (exprimé en P)	10	1,2

Manganèse et composés (en Mn)	1	0,12
Fer, Aluminium et composés (en Fe+Al)	5	0,6

Rejet n°2 - Eaux de rinçage de l'atelier d'ébarbage vers la station d'épuration urbaine (STEU)

Débit maximal journalier : 75 m³/j

Paramètres	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
Matières en suspension (MEST)	135	10
Demande biologique en Oxygène (DBO ₅)	540	40
Demande chimique en oxygène (DCO)	940	70
Azote global (NGL)	11	0,8
Phosphore (exprimé en P)	50	4
Fer, Aluminium et composés (en Fe+Al)	5	0,4
Indice phénols	0,1	7,5 g/j

Constats :

L'analyse des résultats d'autosurveillance sur 2023 et le début d'année 2024 montre une amélioration de la situation, mais il est à noter :

- des dépassements récurrents des volumes rejetés ;
- un dépassement en MES et en fer sur le rejet vers la station d'épuration urbaine (suivi trimestriel) ;
- un dépassement en MES et en fer sur le rejet vers le milieu naturel (suivi mensuel).

Une augmentation de la production étant prévue en 2025, l'exploitant poursuit l'étude de réduction des teneurs en fer.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 01/02/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis le rappel réalisé lors de la précédente inspection, l'exploitant déclare les résultats d'auto-surveillance via l'application GIDAF.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Nouveau quai de chargement et nouveau local de stockage

Référence réglementaire : Lettre du 10/05/2023
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par courrier du 10 mai 2023, l'inspection des installations classées a pris acte du projet de création d'un nouveau quai de chargement et d'un nouveau local de stockage dans l'établissement APTAR situé sur la commune de Brécey, en précisant que l'exploitant devait :</p> <ul style="list-style-type: none"> • garantir une largeur utile de la voie engins de 4,20m au niveau du nouveau local de stockage, • réaliser les travaux tels que prévus dans le dossier de demande, notamment la mise en place d'une détection et extinction incendie dans le nouveau local de stockage.

Constats : Le projet n'a pas été réalisé du fait de l'intention affichée par la commune d'interdire la circulation de poids lourds dans le bourg. Si tel est le cas, APTAR STELMI devra revoir le flux des camions sur son site et acheter de nouveaux terrains. Par conséquent, le courrier du 10 mai 2023 n'est plus d'application.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Typologie des sites industriels

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/02/2020, article L. 541-15-11
Thème(s) : Actions nationales 2024, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement. A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.
Constats : Les sites relevant de la rubrique 2661 - transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) - sont potentiellement concernés par l'action nationale relative à la perte de granulés de plastiques industriels (GPI). Les sites APTAR STELMI utilisant uniquement du caoutchouc ne sont, au final, pas concernés par cette action.
Type de suites proposées : Sans suite